

Brochure n° 3177

Convention collective nationale

IDCC : 275. – **TRANSPORT AÉRIEN**
(Personnel au sol)

AVENANT N° 77 DU 30 AVRIL 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2008
ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JUILLET 2008

NOR : *ASET0850591M*
IDCC : 275

Les parties signataires du présent avenant entendent poursuivre la démarche engagée par les avenants n°s 71, 72, 73, 74 et 75 et conforter la grille salariale de la CCNTA PS comme base de référence pour les entreprises de la branche professionnelle et assurer au minimum le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés sur la base des salaires minima conventionnels.

Article 1^{er}

*Revalorisation des salaires minima
conventionnels au 1^{er} janvier 2008*

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} janvier 2008 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
160	1 286
165	1 291
170	1 303

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
175	1 318
180	1 332
185	1 347
190	1 362
195	1 379
200	1 395
210	1 426
215	1 442
220	1 460
235	1 575
245	1 621
260	1 717
270	1 781
290	1 910
295	1 941
300	2 036
360	2 359
420	2 743
510	3 321
600	3 899
750	4 863

Article 2

Revalorisation des salaires minima conventionnels des coefficients 160, 165 et 170 au 1^{er} mai 2008

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} mai 2008 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
160	1 311
165	1 313
170	1 316
175	1 318
180	1 332
185	1 347
190	1 362
195	1 379

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
200	1 395
210	1 426
215	1 442
220	1 460
235	1 575
245	1 621
260	1 717
270	1 781
290	1 910
295	1 941
300	2 036
360	2 359
420	2 743
510	3 321
600	3 899
750	4 863

Article 3

Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1^{er} juillet 2008

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} juillet 2008 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
160	1 314
165	1 316
170	1 329
175	1 345
180	1 359
185	1 374
190	1 390
195	1 407
200	1 423
210	1 454
215	1 471
220	1 489
235	1 607

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
245	1 653
260	1 751
270	1 817
290	1 948
295	1 980
300	2 076
360	2 407
420	2 798
510	3 388
600	3 977
750	4 960

Article 4

Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1^{er} novembre 2008

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} novembre 2008 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
160	1 316
165	1 321
170	1 333
175	1 349
180	1 363
185	1 378
190	1 394
195	1 411
200	1 428
210	1 458
215	1 475
220	1 494
235	1 612
245	1 658
260	1 757
270	1 823
290	1 954
295	1 986

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
300	2 083
360	2 414
420	2 807
510	3 398
600	3 989
750	4 975

Article 5

Indemnité de panier

L'indemnité de panier, calculée sur le principe de l'article 2 de l'avenant n° 72, est fixée à 5,50 € à compter du 1^{er} juillet 2008.

Conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de l'avenant n° 71, les salariés qui à la date de sa signature avaient déjà bénéficié d'une indemnité de panier d'un montant de 6 € conservent à titre individuel le bénéfice de ce montant.

Article 6

Clause de revoyure

Les parties s'entendent pour se réunir à la fin de l'année 2008 pour opérer tout réajustement salarial nécessaire.

Article 7

Clause de non-dérogation

En vertu de l'article L. 132-23 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter des clauses dérogeant au présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 8

Mise en œuvre

Le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant.

Les dispositions du présent avenant seront applicables aux entreprises non adhérentes à une organisation patronale signataire un jour franc suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension du présent avenant.

Article 9

Organisation du droit d'opposition

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent accord disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition, dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Article 10

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 133-8 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 30 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale de l'aviation marchande.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale de l'encadrement des métiers de l'aérien CFE-CGC ;

Fédération générale des transports CFTC ;

Fédération de l'équipement, de l'environnement des transports et des services CGT-FO.